

Communiqué de presse.

Paris, le 26 mars 2025

## **Pour le gouvernement, réautoriser des pesticides est plus important que le droit de choisir sa fin de vie**

**Le gouvernement voulait imposer un changement du calendrier parlementaire, pour faire passer en priorité un projet de loi autorisant de nouveau des pesticides néonicotinoïdes**, interdits en France depuis 2018. Ceci pour satisfaire aux demandes de l'organisation patronale agricole FNSEA, qui privilégie les profits des plus gros agriculteurs, au détriment de la santé de tous et de toutes, de l'avenir même de la planète.

**L'Union syndicale Solidaires a déjà dénoncé maintes fois ces lobbys réactionnaires.** Dans le monde paysan, la Confédération paysanne s'oppose aussi à ce retour de produits dangereux, dangereux pour la santé des consommateurs et consommatrices, pour la santé de celles et ceux qui manipulent ces produits au quotidien de par leur métier, dangereux pour celles et ceux qui habitent à proximité des endroits où ils sont utilisés, et dangereux pour la faune et la flore et, plus largement, pour la planète.

**Mis en œuvre, l'empressement que met le gouvernement à vouloir servir les gros exploitants agricoles aurait eu une autre conséquence :** retarder, une nouvelle fois, le débat parlementaire autour des textes sur l'aide à mourir et sur les soins palliatifs. Cela fait des années que le sujet de la fin de vie est différé.

Cette fois-ci, le gouvernement voulait repousser le début de l'examen des textes au 19 mai. Or, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet avait déclaré en début d'année que tout retard supplémentaire faisait planer un risque sur l'adoption définitive des deux textes avant la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron, puisque deux lectures dans chaque chambre seront nécessaires.

Rappelons que le Premier ministre a déjà choisi de présenter deux textes distincts, favorisant ainsi la possibilité d'un rejet de celui sur l'aide à mourir.

**La réunion des présidents de groupes à l'Assemblée nationale a abouti au maintien du calendrier initial.** Notons toutefois que ne se sont pas opposés à la proposition gouvernementale les groupes Rassemblement national, UDR et Droite républicaine. L'Union nationale interprofessionnelle des retraités Solidaires (UNIRS) constate que le gouvernement, la droite et l'extrême droite préfèrent les pesticides aux personnes âgées, qu'ils préfèrent les profits d'une minorité au choix d'une vie digne pour le plus grand nombre. Ce n'est pas la première fois que le Président des très riches nous a montré que lui et ses gouvernements affichent que leurs profits valent plus que nos vies. Faut-il s'en étonner ?

**Contacts presse :** Gérard Gourguechon (01 40 18 18 12) et Christian Mahieux (06 83 43 00 84).